

# Rapport spécial sur les pollutions de Total en Egiland (Nigéria)



*Site d'éruption de gaz n°14, terres polluées suite à l'accident d'Ibewa - © ERA / Les Amis de la Terre Nigeria*

***Extraits de témoignages inédits des communautés, recueillis lors de la mission terrain des Amis de la Terre Nigéria, réalisée en octobre 2014.***



# Sommaire

<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>Témoignages</b>	<b>4</b>
<b>Conclusions et demandes</b>	<b>9</b>

Ce rapport a été réalisé suite à la mission terrain des Amis de la Terre Nigéria en Egiland (« Terre Egi »), royaume Ogba d'Ogba/Egbema Ndoni, État de Rivers, Nigéria, au mois d'octobre 2014.

La version française contient des extraits des témoignages. L'intégralité du rapport est disponible en anglais sur le site des Amis de la Terre France : [www.amisdelaterre.org/rapportEgiland2014](http://www.amisdelaterre.org/rapportEgiland2014)

**Rédaction** : Alagoa Morris & Akpotu Ziworitin - Environmental Rights Action / Les Amis de la Terre Nigeria (ERA/FoEN)

**Traduction** : Les Amis de la Terre France

**Photo de couverture** : © ERA / Les Amis de la Terre Nigeria - Site d'éruption de gaz n°14, terres polluées suite à l'accident d'Ibewa en 2012



Ce rapport est publié avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité des Amis de la Terre France, et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

**Environmental Rights Action (ERA - [www.eraaction.org](http://www.eraaction.org))** a été créé en 1993 comme un groupe de pression environnemental et a rejoint le réseau des Amis de la Terre International en 1996. ERA / Les Amis de la Terre Nigeria se consacre à la défense des écosystèmes et des droits de l'Homme et à la promotion de pratiques gouvernementales, commerciales, communautaires et individuelles éco-responsables et cela en favorisant la participation de la société civile. ERA concentre ses efforts sur les compagnies pétrolières multinationales et sur la protection du delta du Niger. Le groupe travaille au niveau local, national et mondial sur thèmes suivants : la gestion forestière et la biodiversité, l'énergie et les ressources fossiles, la sensibilisation à la démocratie, la souveraineté alimentaire et les OGM, la responsabilité des entreprises et la santé environnementale.

**Contact** : Environmental Rights Action / Friends of the Earth Nigeria, 214 Uselu - Lagos Road, P.O.Box 10577, Benin city, Nigeria.

**Tel/Fax** : +234 52 880619 • **Mail**: [eraaction@eraaction.org](mailto:eraaction@eraaction.org) • **www.eraaction.org**

**La Fédération des Amis de la Terre France** est une association de protection de l'Homme et de l'environnement, à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique ou religieux. Créée en 1970, elle a contribué à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial – Les Amis de la Terre International – présent dans 76 pays et réunissant 2 millions de membres sur les cinq continents. En France, les Amis de la Terre forment un réseau d'une trentaine de groupes locaux autonomes, qui agissent selon leurs priorités locales et relaient les campagnes nationales et internationales sur la base d'un engagement commun en faveur de la justice sociale et environnementale.

**Contact** : Les Amis de la Terre France - 2B, rue Jules Ferry •93100 Montreuil

**Tél.** : 01 48 51 32 22 • **Fax** : 01 48 51 95 12 • **Mail** : [france@amisdelaterre.org](mailto:france@amisdelaterre.org) • **www.amisdelaterre.org**

# Introduction

L'entreprise pétrolière Total opérant dans le Delta du Niger au Nigeria a été nominée aux Prix Pinocchio 2014<sup>1</sup>. Ceci montre que la multinationale ne peut échapper aux décennies de détérioration environnementale et au pillage constant des ressources naturelles des communautés Egi dans le Delta du Niger.

Depuis 2012, Environmental Rights Action/Les Amis de la Terre Nigeria [ERA/FoEN] a visité plusieurs fois les communautés du clan Egi jusqu'en octobre 2014. Ces visites ont été réalisées suite aux défaillances des pratiques d'exploitation de Total ayant mené à de multiples explosions de gaz au printemps 2012 au sein du territoire Egi. Les impacts liés à cet accident s'ajoutent au problème lancinant de l'accaparement des terres des communautés, qui s'est aggravé depuis 2006 avec le projet d'expansion d'usine à gaz de de Total.

Ces différentes visites ont été réalisées par le responsable de terrain d'ERA/FoEN, avec des ONG de droits de l'homme et de l'environnement, des journalistes et le Comité de l'Environnement et de l'Ecologie du Sénat du Nigeria dirigé par le Président du Comité, le Sénateur Bukola Saraki.

Alors qu'ERA/FoEN s'est documenté sur les atrocités commises par Total, les membres de la communauté ont témoigné de la souffrance et de la misère causée par l'accident de 2012 et par l'expansion de l'usine à gaz de l'entreprise.

Au travers de témoignages inédits, ce rapport spécial présente les lourds dommages environnementaux et sociaux et la destruction des moyens de subsistance des communautés visitées. Tout ceci constitue une preuve évidente pour conclure que Total est l'une des pires entreprises énergétique exploitant les hydrocarbures au Nigeria et mérite amplement la nomination peu enviable aux Prix Pinocchio.

Les peuples du clan Egi sont majoritairement des agriculteurs, contrairement aux Ogoni et Ijaws qui sont localisés sur les abords fluviaux. En plus de l'agriculture, ils se dédient à la taille de palmier et à des activités de chasse. En plus des préoccupations environnementales de ce peuple, en termes de santé et de moyens de subsistance, les plaintes sont nombreuses sur le fait que les opérations de Total/Elf les ont empêché d'accéder à leurs terres agricoles, ce qu'on peut donc qualifier d'accaparement de terres. Lorsque Total/Elf est arrivé pour la première fois en Egiland en 1962 pour la prospection de pétrole, et en 1964 pour son exploitation, elle est arrivée avec le nom de Safraph, puis a changé en Total/Elf et maintenant E/P.

---

<sup>1</sup> <http://www.prix-pinocchio.org/nomines.php#total>

# Témoignages

## Madame Teresa Okadike

### 52 ans, mère de sept enfants, de la communauté Obite, Egiland

« Dans notre communauté, chaque famille vit sur ses propres terres, et il y a plusieurs familles à Obite. Depuis que Total/Elf a accaparé nos terres pour son usine à gaz, nous avons été privés non seulement de nos terres, mais aussi d'opportunités d'emploi.

Ça a empiré avec les activités de l'Assemblée du Peuple Egi (APE). On a aussi souffert de maladies et notre source d'eau potable a été polluée. **Nos enfants tombent facilement malades et ceux qui sont diplômés de l'Université sont au chômage.** Les chefs de famille propriétaires qui nous représentent ne sont pas écoutés, à moins qu'ils fassent partie de cette Assemblée qui empêche l'argent qui nous est destiné. Total les reconnaît et traite seulement avec eux, puisqu'ils se sentent à l'aise avec eux. Nous, femmes et veuves, nous sommes désemparées, tout comme les enfants qui ont vu leur père mourir.

Total a occupé nos terres, et lorsque l'on les invite à venir discuter du problème, ils refusent. Au lieu de discuter avec les vrais propriétaires, Total préfère parler avec l'APE, et si on parle, on met notre vie en danger ; on peut être tués. Si on critique l'APE, soit ils essayent de nous soudoyer et nous convaincre de passer de leur côté pour être espions des communautés, soit ils nous tuent.

Nous souffrons et nous cherchons de l'aide. Nous cherchons quelqu'un qui nous sorte du borbier dans lequel on est. **Nous sommes tous des victimes appartenant aux communautés de Obite, Ogbogu, Akabuka, Egita, Ede, Obubrun, Obagi, expropriées par Total et nous souffrons. L'entreprise nous a privés de nos terres agricoles.** Avant on cultivait, et maintenant il faut aller dans d'autres communautés pour acheter un bout de terrain à cultiver. Et si on n'a pas cet argent ? Sans argent, comment nourrir nos familles alors qu'on a des moyens de subsistance ici ?



*Torchage du gaz sur les terres des communautés*

Je peux parler depuis mes expériences personnelles. Quatre de mes enfants et mon mari n'ont pas de travail actuellement. En plus, on nous a demandé de partir de notre maison en terre où l'on vivait avant qu'ils viennent et construisent l'usine à gaz à Obite. La torchère de gaz a été installée là où on vivait, c'était notre propre terre. C'est pas comme si une partie de notre terre familiale avait été accaparée par Total. **L'intégralité de notre terre a été accaparée sans aucun dédommagement.** Ce que je sais c'est que si quelqu'un veut acheter une terre, l'acheteur s'approche du propriétaire et dévoile ses intentions d'achat. Si les deux trouvent un accord, l'argent passe d'une main à l'autre. Mais dans notre cas, rien de tout ça n'est arrivé entre Total/Elf et nous, il n'y a pas eu de tels accords entre Total et les propriétaires de terrains.

Sur un plan personnel, je n'ai rien fait, pour m'éviter des conséquences fâcheuses. Mais je me suis retrouvée dans un groupe appelé Association nigérienne des propriétaires hôtes de la production d'énergie en Egiland (*Egiland Energy Producing Host Landlords Association of Nigeria*), sous la direction du révérend Emmanuel Zachariah, afin de pousser la question plus loin. En 2006, nous avons protesté contre l'usine à gaz, mais même comme ça l'APE s'est posée comme un obstacle majeur, nous empêchant d'atteindre

notre but. Pendant la manifestation pacifique, Total a fait appel à des voyous, des soldats et la police qui ont utilisé des gaz lacrymogènes contre nous. Ils nous ont repoussé par la force.

Plusieurs manifestants ont été battus et blessés. Quelques personnes âgées venues avec nous ne sont plus parmi nous ; elles sont mortes ».

## Ajie Jerusalem

### Jeune homme de 37 ans, de la communauté Egita

« Je suis le Secrétaire de l'Association nigérienne des propriétaires hôtes de la production d'énergie en Egiland (*Egiland Energy Producing Host Landlords Association of Nigeria*), une organisation enregistrée. Le problème de la dégradation environnementale dans le Delta du Niger ne date pas d'hier. Nous savons tous que ça fait très longtemps. Nous sommes un peuple marginalisé, nous n'avons pas ce que nous méritons d'avoir. **Les ressources que Dieu nous a déjà données, je ne sais pas si ce n'est pas plutôt une malédiction maintenant.** Normalement cela ne devrait pas être une malédiction. Dieu nous a donné les ressources pour que les gens puissent avoir une bonne vie dans cet environnement. Mais maintenant c'est l'inverse. Si tu n'es pas fort ou n'appartiens pas à une organisation influente, tu n'as rien.

**J'ai grandi en sachant que Total marginalise ma communauté depuis très longtemps.** Ils sont venus avec la politique selon laquelle s'il n'y a ni gazoduc ni puits sur nos terres, ça ne les concerne plus. Et ce jusqu'à l'incident de 2012. Quand on a mené l'enquête, on a découvert que Total extrayait du gaz depuis le cluster d'Ibewa. Ils prenaient du gaz de nos terres avec une technique de forage horizontal qu'on ne connaissait pas. En réalité, plus de cinquante pour cent de la zone où les éruptions multiples de gaz ont eu lieu appartient à ma famille, la famille Umu Ajie de la communauté Egita.

On s'est ensuite rendu compte qu'ils exploitaient cette ressource de notre terre depuis plus de 40 ans sans qu'on le sache. C'est après avoir conclu nos recherches qu'ils sont venus dire, comme ils font toujours, de les

laisser régler ça. Ils sont d'abord venus avec du matériel de secours incluant un demi-sac de riz et de l'huile végétale. Ils sont venus deux fois comme ça, pendant que les explosions de gaz continuaient. Après ça, on n'a plus vu personne. L'entreprise avait même promis d'installer un hôpital communautaire près de chez nous après les explosions de gaz, parce que c'était dangereux pour la santé. Mais après les matériaux de secours, ils ont disparu.



Site contaminé après l'accident de 2012

Alors qu'il n'y a eu aucune remédiation de la terre depuis que l'incident est arrivé, ils ont manipulé les compensations. En fait, ce qu'ils étaient supposés nous donner n'est pas ce qui a été versé. Ils ne nous ont pas payé de compensation en soi, ils ont payé de l'argent pour ce qu'ils ont appelé des « désagréments ». Je n'ai pas le document avec moi, mais je vous l'aurais montré. Donc ils n'ont pas clairement dit que c'était des compensations, et ils ont fait la même chose avec toutes les communautés affectées. »

[...]

## **Chef Emmanuel Livinda Ukpe**

### **57 ans et père de 11 enfants, porte-parole de la communauté Ogbogu.**

« Depuis les années 1960 et l'arrivée de Total sur nos terres, la compagnie a changé plusieurs fois de nom. Ils sont d'abord venus comme Safraph, puis Elf Petroleum et finalement Total E/P. Pendant qu'elle changeait de nom, elle a refusé de changer nos noms attribués par erreur<sup>2</sup>. Les opérations de Total sur nos terres ont causé beaucoup de conflits entre les communautés. [...]

Tout ceci ne s'est pas bien passé, causant des problèmes entre nous. On a demandé le changement de nom pour s'occuper de qu'on considérait une erreur, mais Total a refusé. On a les documents du protocole d'entente entre notre communauté, le gouvernement et Total, qui statuent qu'après un certain temps ils changeront le nom. Mais au lieu de faire ce qui y est stipulé, Total s'est aligné avec les politiciens [l'APE – Assemblée du Peuple Egi] et a refusé nos demandes. **Quand on évoque ces questions, ils nous emmènent à la police.**

**Encore une fois, Total est entré et a arpenté nos terres sans notre consentement.** On a résisté en les traînant au Ministère de l'Environnement où les représentants du ministère nous ont dit que ce que Total avait fait était bizarre, et que ça n'était jamais arrivé ailleurs dans le monde. C'est le commissaire de l'environnement qui nous l'a dit. Il a dit qu'on ne pouvait pas entrer pour arpenter ou acquérir les terres de quelqu'un sans en informer le propriétaire. C'était en 2008. Total a refusé d'honorer l'invitation du Ministre ; comme les politiciens qui les soutiennent leur avait conseillé. Par l'usage des militaires pour nous intimider, Total a continué de force à arpenter nos terres et les clôturer plus tard. On n'a plus accès à la terre. Ils ont seulement payé pour les cultures qu'on avait sur nos terres, rien de plus. C'est pour ça qu'on leur a écrit pour trouver un accord. Mais ils ont refusé, soutenus par les membres de l'APE ».

### **Sur les impacts environnementaux des**

<sup>2</sup> Il s'agit ici des noms des villages ou lieu-dit, qui ont été renommés par Total du nom de leurs projets.

### **activités de Total**

« Comme agriculteur, [le cocoyam] est l'une des principales cultures desquelles on dépend vraiment. C'est la saison à laquelle nos femmes le récoltent habituellement, et l'emportent en grandes quantités sur le marché. Mais maintenant on ne peut plus en trouver sur le marché, puisque **cette culture est en train de disparaître complètement à cause des explosions de gaz dans notre environnement, causées par Total** ».

### **Sur leurs relations avec Total**

« On a essayé de les appeler pour qu'ils viennent discuter avec nous. Quelques organisations de défense des droits de l'homme sont venues et ont essayé de nous aider. On est même allés à la ville de Bénin pour rencontrer le groupe, parce qu'on est une communauté pacifique. On ne veut pas de problèmes. **Quand on a organisé une manifestation pacifique, ils ont utilisé leurs voyous pour nous attaquer.** Ils ont confisqué la caméra et le téléphone de notre président [Rev. Emmanuel Zachariah].

C'était en 2006, et on a fait tout ça pour être sûrs que Total viendrait à notre table ronde pour discuter de nos problèmes ».



*Maison abandonnée suite aux éruptions de 2012*

### **Sur l'Assemblée du Peuple Egi**

« L'Assemblée du Peuple Egi (APE) n'œuvre pas à l'intérêt commun de notre peuple. Ce sont des politiciens, et en tant que tels ils ne travaillent pas pour l'intérêt

## des communautés.

Par exemple, il y a une maison à Port Harcourt construite par Ogbako Ikwerre, le groupe socio-culturel représentant le peuple Ikwerre. On est pas d'Ikwerre. Donc, comment la prétendue APE peut avoir une maison comme ça à Port Harcourt et dire que c'est pour nous ? A Nzimiro à Port Harcourt, il y a une maison que les membres de l'APE ont achetée et disent qu'elle est pour le peuple Egi. Comment un vieil homme qui a des problèmes avec Total trouve l'argent et la force de se déplacer jusqu'à Port Harcourt ? Ils appellent cette maison « l'Ambassade Egi ». C'est ce que j'ai vu écrit sur la maison. Ils utilisent l'argent du développement Egi pour acheter la maison. Ils ne nous développent pas. Ils partagent l'argent appartenant au peuple Egi entre eux, et si on devient leur ennemi, ils vous excluent du partage.



*Un des projets de construction abandonné par l'Assemblée du Peuple Egi*

Il y a un bien immobilier qu'ils disent développer pour le peuple Egi depuis 2007, mais il n'est toujours pas fini. Sur le site de construction, le terrain est encore en friche. L'APE prend tout notre argent. On a plein de salles communautaires en terre Egi (*Egiland*),

## Comrade Che Igbegura

« Les activités d'exploration et d'exploitation des multinationales pétrolières ne prennent pas en considération les intérêts des communautés locales. Si elles le faisaient, même si leurs opérations nuisent à l'environnement, elles auraient établi une

et quand on a suggéré que notre argent pourrait être utilisé pour quelque chose qui rapporterait, l'APE a refusé. Ils ont continué à construire des salles communautaires. Qu'est-ce qu'on fait de toutes ces salles ?

Quand on parle, ils nous poursuivent. Ils ont arrêté et emmené trois de nos membres à Abuja et les ont détenu, cette année [2014]. Tout ça à cause d'un désaccord sur les projets à implanter. Nous les avons emmenés devant le tribunal : il y a deux affaires à la Haute Cour Fédérale avec l'APE. Une va être entendue le 24 de ce mois [Octobre 2014]. On a aussi une affaire à la Cour coutumière d'Akabuka, et une autre à la Haute Cour d'Omoku ; ce qui nous mène à un total de quatre plaintes contre l'APE actuellement. On dit qu'ils devraient utiliser l'argent avec discernement et pour le bien de tous, parce que cet argent est destiné à tous les fils et filles d'Egiland, même les enfants nés aujourd'hui. Cet argent fait partie du protocole d'entente conclu avec Total/Elf, qui paie annuellement pour le développement de la communauté. Ceci pose de sérieux problèmes.

Rien que le mois passé plusieurs personnes ont été tuées. Les jeunes engagés avec eux tirent, kidnappent et tout ça. Deux personnes sont mortes à Egita et bien d'autres sont mortes à Obagi. Ici à Ogbogu, le petit frère du président a aussi été tué. En une seule nuit, 18 personnes ont été assassinées. C'est devenu si sérieux que l'APE en a parlé à la radio, et le gouvernement est intervenu. Quelques personnes ont été arrêtées. Si on n'appartient pas à leur bande [l'APE], ils nous relèguent à l'arrière-plan, nous marginalisent. Même les chefs traditionnels sont écartés par l'APE parce qu'ils veulent que tout le monde se plie à leurs désirs... »

stratégie collectivement avec les communautés pour trouver les meilleurs moyens d'améliorer ou de minimiser les impacts.

L'objectif de ces compagnies pétrolières est de faire un maximum de profits. C'est pour le bénéfice des maîtres impériaux, de prendre les richesses d'ici et retourner dans leurs pays

d'origine pour répondre à leurs besoins en infrastructure. Alors que notre propre gouvernement est aussi coupable, nous reconnaissons aussi le fait que les politiques liées au pétrole sont aussi dangereuses que la mort. **Quand ces compagnies pétrolières viennent opérer dans un endroit, elles identifient ceux avec qui elles pourraient travailler facilement ; ils travaillent ensemble contre l'intérêt commun du peuple et sèment la pauvreté à la place.**

Quand on parle d'organiser le peuple, la Nature a déjà organisé les gens en communautés. C'est le premier principe d'organisation. Les gens se regroupent, pensent ensemble, ont la même tradition et culture dans la poursuite de leur vie. Mais quand des forces extérieures arrivent pour acquérir les ressources de leur environnement, elles commencent à les diviser. C'est ça le truc. Nos pensées sont contrôlées

par les compagnies pétrolières, qu'on le veuille ou non. Et, ceci est dû à un facteur commun : celui qui paye décide, **celui qui contrôle les ressources de la société devient l'élément le plus puissant, contrôle notre bonheur et le destin de notre vie entière.** Ils font leurs lois et nous sommes forcés à y obéir.

Donc quand on parle de l'organisation, ils ne permettent pas aux autochtones d'établir un leadership honnête. Et, ce n'est pas facile de résister à la corruption. Une fois qu'ils ont créé la situation pour une pauvreté physique et financière, **ils transforment les gens en marchandises** qu'ils peuvent acheter. Ils achètent les êtres humains ici comme des marchandises. Dans ce contexte, ils veillent à ce que les chefs honnêtes soient privés de moyens physiques et financiers pour les confronter. »

[...]

## **Barrister V.C. Umesi Ancien Secrétaire de l'Assemblée du Peuple Egi**

[...]

« Un autre exemple est que les Egi sont censés avoir douze opportunités d'être employés [par Total]. Mais ils ne sont pas embauchés. Il y a eu tellement de protocoles d'entente qui ont été reportés, des aspects non appliqués. Je n'exagère pas, je dis ce que je sais. Et, comme je le dis, ces douze opportunités destinées aux Egi sont en attente. Je me demande, si ces personnes avaient été employées depuis le début, combien auraient-ils gagné sur cette période? Calculez et voyez combien on a perdu au profit de Total/Elf qui n'a pas employé notre peuple.

Vous présentez la politique de la compagnie, mais vous embauchez des nigériens d'autres régions presque tous les jours. Les ingénieurs Egi sont stigmatisés. Ce ne sont pas des ingénieurs mais des « ingénieurs Egi ». [...]

Actuellement on ne boit plus l'eau potable de

notre communauté en raison de la pollution causée par le torchage de gaz. Nos toitures en tôle ondulée ne durent plus aussi longtemps, aussi à cause du torchage de gaz. Ce sont des choses dont on souffre à cause des opérations de l'industrie pétrolière dans notre environnement. [...]

Récemment on a entendu parler de tirs et d'assassinats. Ce qui fait partie du problème. Les problèmes d'embauche font partie de la violence. [...] L'information et une diffusion appropriée c'est important. Si les gens sont conscients de ça, qu'il y a des possibilités d'emploi et qu'après le tour de leur ami ou frère, ce sera leur tour, ils attendront patiemment parce que le projet d'extension [de l'usine à gaz] doit durer cinq ans. Ceux qui attendent leur tour le font avec espoir, mais c'est le désespoir qui amène la violence sur cette terre. » [...]

## Conclusion et demandes

En visitant de nouveau les sites où ont eu lieu les éruptions de gaz, deux ans et demi après l'accident, il est clairement apparu que ces lieux sont largement évités par les communautés, même si on n'a pu voir encore quelques cultures de manioc. Nous avons pu constater que les bâtiments dans lesquels les gens habitaient, près du lieu de l'accident de 2012, ont été abandonnés. Durant l'incident, Total a placé des panneaux de danger pour éviter des explosions de feu et d'autres accidents. Lors de cette visite d'octobre 2014, deux des panneaux étaient encore présents, même si les écritures sont complètement effacées sur l'un deux.

Les documents auxquels ERA/FoEN ont pu avoir accès montrent que Total a versé de l'argent à certaines personnes, au titre des « désagréments » causés par les éruptions de gaz, et la déclaration figurant sur le reçu suggérait que ceux qui recevaient cet argent renonçaient à leur droit d'engager des poursuites contre Total sur toute question liée à ce problème, y compris au travers d'un tiers. Ces reçus nous ont été montrés par des membres de la communauté Egita.

### **Nos demandes sont les suivantes :**

- Le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'État de Rivers doivent mettre fin à la délimitation non autorisée des terres des communautés par Total, qui a causé des conflits au sein d'un peuple pacifique. C'est de la responsabilité de l'État de délimiter les terres
- Les recommandations de la Commission Environnement du Sénat doivent être diffusées et mises en œuvre
- Total doit réaliser une réelle remédiation de l'environnement, et indemniser tous les membres des communautés affectées par ses opérations
- La mise en œuvre de projets de développement local dans les communautés concernées doit être réalisée en concertation avec les véritables représentants des communautés, et non des groupes de substitution sous influence ou financé par Total